

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4435>



BNC : Solidarité avec la résistance populaire palestinienne ! Boycottez Israël maintenant !



- BDS - Communiqués du BNC -
Date de mise en ligne : mercredi 14 octobre 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Dimanche, 11 Octobre 2015

Que la période actuelle de répression intensifiée d'Israël et de résistance populaire palestinienne se transforme en une véritable intifada ou non, une chose est déjà évidente : une nouvelle génération de Palestiniens suit les traces des générations précédentes et se mobilise massivement contre le régime brutal d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid d'Israël qui dure depuis plusieurs dizaines d'années.



Les gouvernements du monde, en particulier en Occident, parlent d'un « cycle de violence » dans lequel les deux camps ont une responsabilité, fermant les yeux sur l'origine même du conflit colonial et sur leur propre complicité qui a permis à Israël de pérenniser cette situation et de violer le droit international en toute impunité. Aujourd'hui, pratiquement tous les Palestiniens appellent à boycotter totalement d'Israël et à l'isoler sur le plan international, dans tous les domaines, comme on l'a fait dans le passé contre l'apartheid sud-africain.

Dans ce dernier cycle, Israël a excité la résistance populaire palestinienne en intensifiant ses attaques contre l'enceinte de la mosquée Al Aqsa, le Noble Sanctuaire situé au coeur de la vieille ville de Jérusalem occupée par Israël. Des groupes de colons juifs fondamentalistes, fanatiques et soutenus par le gouvernement, n'ont cessé de profaner l'enceinte, lançant régulièrement à des fidèles des insultes raciales ignobles et réclamant ouvertement la destruction de la mosquée. Cela a déclenché une colère et une contestation générales à Jérusalem et chez les Palestiniens de toute la Palestine historique.

Comme d'habitude, la réponse de l'armée israélienne a été de protéger les colons coupables et de punir les victimes palestiniennes, et au final d'interdire l'accès à leur lieu saint à presque tous les Palestiniens.

Ces menaces sont prises au sérieux par les Palestiniens qui subissent quotidiennement les conséquences de la politique officielle d'Israël de « judaïsation » de la ville, qui consiste à coloniser progressivement les terres et à remplacer sa population palestinienne d'origine, des chrétiens et des musulmans, par des colons juifs illégaux. La mise en oeuvre de cette politique, un nettoyage ethnique qui constitue un crime de guerre au regard du droit international, se fait par des confiscations de terres fréquentes, l'extension du mur colonial, des démolitions de

maisons, l'appropriation par des colons de foyers palestiniens, des exécutions, arrestations et expulsions sommaires, tout cela avec le soutien de la « justice » israélienne, un partenaire dans le crime toujours fiable et toujours d'accord.

De plus, la dernière attaque israélienne contre la mosquée Al Aqsa dans la zone occupée de Jérusalem-Est n'est pas un cas isolé. Des centaines d'églises et de mosquées historiques ont été détruites depuis 1948 par les milices sionistes et, plus tard, par l'état d'Israël. L'été dernier, pendant le massacre de Gaza, Israël a rasé 73 mosquées. Rien que cette année, de nombreuses églises et mosquées palestiniennes ont été endommagées ou profanées par des extrémistes juifs lors d'attaques appelées « Prix à payer », dont l'église de la Multiplication des pains et des poissons au bord du lac de Tibériade qui a été incendiée en juin dernier.

Ces attaques racistes et criminelles contre les Palestiniens et leur liberté de religion sont la conséquence d'un virage complet à l'extrême-droite en Israël et de la suprématie sans précédent dans la société israélienne d'un racisme colonial déclaré, profond, et d'une haine raciale envers la population palestinienne autochtone.

Pratiquement tous les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza sont interdits d'accès à Jérusalem, qui est entourée de murs, de tours de garde et de fil barbelé, et subissent des attaques quotidiennes et des humiliations.

Dans une soi-disant « période d'accalmie » normale, Israël impose son siège médiéval de Gaza, mène des incursions dans des villes palestiniennes, confisque des terres palestiniennes notamment dans le Néguev, détruit des bâtiments palestiniens et construit des colonies illégales réservées aux Juifs. Dans ses tentatives répétées d'instaurer son système d'apartheid et de règne colonial, Israël refuse aux Palestiniens l'ensemble de leurs droits de la manière la plus banale, du droit à l'éducation des enfants à l'accès aux soins des mères, la possibilité pour le fermier d'avoir accès à ses terres et le droit d'une famille de vivre ensemble dans un même foyer. Et tout cela est fait avec la bénédiction des tribunaux.

Compte tenu de la passivité ou de la complicité directe des gouvernements du monde et de l'ONU, et en raison de l'impunité d'Israël dans la pérennisation de ce système d'injustice envers les Palestiniens, dans la Palestine historique et aussi envers ceux qui vivent en exil, le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) a fait d'énormes avancées pour qu'Israël soit considéré comme un état paria sur la scène internationale.

En boycottant des institutions qui sont complices dans les violations du droit international par Israël, en désinvestissant des sociétés qui soutiennent l'oppression israélienne et en lançant un appel de principe pour des sanctions contre Israël, le mouvement BDS a renforcé l'isolement d'Israël et a commencé à en faire payer le prix à son régime de colonialisme de peuplement, d'apartheid et d'occupation.

La Banque mondiale a signalé que les importations palestiniennes venant d'Israël baissent considérablement. Des hommes d'affaires israéliens disent que les investisseurs européens ne veulent plus investir en Israël, alors qu'une étude de l'ONU confirme que les investissements directs étrangers en Israël ont chuté de 46 % en 2014 par rapport à 2013. Une étude de RAND prévoit que BDS pourrait coûter à Israël entre 1 et 2 % de son PIB chaque année dans les dix prochaines années, et plus récemment, l'agence de notation Moody's a signalé que BDS représente une menace potentielle pour l'économie israélienne.

Il faut faire plus, cependant, pour demander des comptes à Israël et briser sa grande impunité. Les gouvernements complices doivent être dénoncés. Les entreprises qui permettent les violations des droits de l'homme par Israël et en tirent profit doivent en payer le prix en termes de réputation et de chiffres d'affaires. La machine de guerre israélienne, y compris son organe de recherche, doit faire l'objet d'un embargo militaire international total, et tous les dirigeants, officiers et soldats qui sont impliqués dans les crimes passés et actuels doivent être traduits en justice à la Cour pénale internationale ainsi qu'auprès des juridictions nationales compétentes.

Israël ne se contente pas d'opprimer les Palestiniens ; il exporte son modèle sécuritaire et répressif brutal dans le monde. Israël est fortement impliqué dans l'entraînement et l'armement des escadrons de la mort en Amérique du Sud, souvent en tant que mandataire des Etats-Unis, et vend des armes et un savoir-faire militaire aux forces de police de Ferguson, Los Angeles, Londres et d'autres villes dans le monde. Israël est aujourd'hui un acteur majeur de la répression nationale contre des mouvements pour la justice raciale, sociale, économique et environnementale dans le monde.

Le Comité national palestinien de BDS (BNC), la direction palestinienne du mouvement BDS mondial, appelle les gens de conscience du monde entier à soutenir les Palestiniens dans leur quête de liberté en ce moment crucial, en intensifiant les actions BDS contre le régime d'oppression d'Israël. En particulier, et en lien avec la révolte massive actuelle dans les rues de Palestine, nous appelons ceux qui soutiennent la lutte palestinienne à :

- ▶ Sensibiliser l'opinion aux droits des Palestiniens au regard du droit international et mobiliser du soutien pour BDS par le biais des médias, notamment les réseaux sociaux ;
- ▶ Faire pression sur les parlements pour imposer un embargo militaire à Israël ;
- ▶ Faire campagne contre les entreprises militaires israéliennes comme Elbit Systems ;
- ▶ Soutenir les campagnes de boycott et de désinvestissement contre les sociétés complices, telles que G4S et HP, qui sont complices de la manière la plus flagrante dans l'infrastructure d'oppression d'Israël ;
- ▶ Adopter des résolutions BDS effectives et stratégiques, et pas seulement symboliques, dans les syndicats, les associations universitaires, les associations étudiantes et les organisations sociales, qui peuvent mener à des mesures concrètes et renforcer le boycott culturel d'Israël ;
- ▶ Envisager des actions en justice contre les criminels israéliens (soldats, colons, officiers et dirigeants) et contre les dirigeants des entreprises qui sont impliquées dans les crimes et les violations du droit international d'Israël.

Comme la génération de leurs parents, les milliers de jeunes palestiniens de Jérusalem, Gaza, Ramallah, Hébron, Bethléem, Jaffa, Nazareth et d'ailleurs qui ont manifesté massivement dans les rues contre l'occupation et l'apartheid d'Israël rejettent d'abord et avant tout le désespoir et libèrent leurs esprits du mythe de l'oppression comme étant une fatalité. Ils nourrissent aussi l'aspiration de toute la population palestinienne à l'autodétermination et à vivre libre, dans la dignité et une paix juste.

Il est grand temps d'isoler le régime militaire, sécuritaire et raciste d'Israël parce qu'il est un danger non seulement pour les Palestiniens et le monde arabe, mais pour l'humanité toute entière.

Traduction : EC pour BDS France